



HAL
open science

Les charmes du cheikh. Construire et défendre sa notabilité au Yémen (2009-2019)

Marine Poirier

► **To cite this version:**

Marine Poirier. Les charmes du cheikh. Construire et défendre sa notabilité au Yémen (2009-2019). Critique Internationale, 2020, N°87 (2), pp.175. 10.3917/cii.087.0175 . hal-03917861

HAL Id: hal-03917861

<https://hal.science/hal-03917861v1>

Submitted on 14 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les charmes du cheikh.

Construire et défendre sa notabilité au Yémen (2009-2019)

*Manuscrit version auteur
À paraître dans Critique Internationale n°87*

Résumés

En suivant les trajectoires différenciées de deux cheikhs d'État au Yémen, j'explore la façon dont ces acteurs mobilisent les ressources afférentes à leur titre pour construire et défendre leur notabilité, et maintenir ainsi leur place au sein de la classe dirigeante yéménite. À partir d'observations et d'entretiens menés entre 2009 et 2019, j'interroge l'évolution de la valeur et des usages du référent tribal en politique et travaille concrètement la question des articulations entre État et tribu, tout d'abord au Yémen, avant et après la révolution de 2011, ensuite en Égypte, c'est-à-dire à l'épreuve de l'exil, depuis 2014 et le déclenchement de la guerre civile. Je montre notamment que le référent tribal opère comme un outil de reclassement politique à distance, en s'ajustant et en continuant de donner du sens aux activités politiques et sociales de dirigeants qui « jouent la tribu » (*act tribal*) alors même qu'ils sont détachés de leurs institutions et de leurs territoires de référence.

This Charming Sheikh. Constructing and Defending Notability in Yemen (2009-2019)

By following the differentiated trajectories of two “state-sheikhs” in Yemen, I explore the manner in which these actors mobilize the resources related to their tribal title to construct and defend their notability and thereby maintain their place within the ruling class. Drawing upon observations and interviews conducted between 2009 and 2019, I consider the evolving value and use of tribal capital in politics and empirically examine the interlocking relations between state and tribe – first in Yemen before and after the 2011 revolution and then in Egypt, from the ordeal of exile since 2014 and the outbreak of civil war. In particular, I show that tribal capital operates at a distance as a tool of political reassertion by adapting to and continuing to confer meaning to the social and political activities of leaders who “act tribal” even when they are detached from their institutions and territories of reference.

Auteur

Marine Poirier est chercheuse en science politique au CEDEJ (Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales - USR 3123) au Caire. Elle travaille sur les partis politiques, les élites dirigeantes, les mobilisations et les processus révolutionnaires. Elle a publié plusieurs articles sur l'ancien parti au pouvoir yéménite et le soulèvement de 2011, et codirigé avec Laurent Bonnefoy et Franck Mermier *Yémen. Le tournant révolutionnaire* (Paris, Karthala, 2012), et avec Layla Baamara et Camille Floderer *Faire campagne, ici et ailleurs. Mobilisations électorales et pratiques politiques ordinaires* (Paris, Karthala, 2016).

Les charmes du cheikh. Construire et défendre sa notabilité au Yémen (2009-2019)

Marine Poirier

Comment penser ensemble tribu et État ? Depuis plus de trente ans, la question de l'articulation entre structures sociales dites traditionnelles et État dit moderne occupe les anthropologues, les sociologues et les politistes, notamment dans le monde arabe¹. Au Yémen, le contexte post-printemps et la situation de guerre civile l'ont tout particulièrement réactualisée : dans une société où l'État serait plus qu'ailleurs une construction artificielle, qui plus est dysfonctionnelle et inadaptée face à la vigueur des modes d'organisation tribale, la guerre accélérerait le repli sur les groupes de solidarité primordiale.

Le Yémen contemporain donne pourtant de nombreuses clés pour déconstruire et discuter ces dichotomies. Historiquement, les anthropologues ont insisté sur l'autonomie de l'ordre tribal et sur la dimension agonistique de ses relations avec les institutions étatiques². De fait, le Yémen se caractérise par la vitalité et la forte influence des tribus, dont le rôle de contrepoids aux ambitions autoritaires et spoliatrices de l'État central a été maintes fois souligné³. Or ces travaux ont également insisté sur le fait que l'« ingouvernabilité » des tribus n'était pas synonyme d'anarchie ou de désordre, ni même de refus ou de confrontation systématique avec l'ordre étatique. Au lendemain de la révolution de 1962 au Nord Yémen, la tribu a continué de structurer en partie la vie sociale, politique et économique des régions des hauts plateaux, sans pour autant « résister » aux institutions républicaines qui étaient progressivement mises en place. Bien avant l'arrivée au pouvoir d'Ali Abdallah Saleh en 1978, la République arabe du Yémen (RAY)⁴ a ainsi permis le développement d'un « tribalisme d'État »⁵ qui s'est manifesté par l'incorporation de centaines de chefs de tribu (les cheikhs) dans l'armée et

¹ Par exemple, Philip S. Khoury, Joseph Kostiner (eds), *Tribes and State Formation in the Middle East*, Londres, I.B. Tauris, 1991 ; Faleh Abdul-Jabar, Hosham Dawod (eds), *Tribes and Power: Nationalism and Ethnicity in the Middle East*, Londres, Saqi, 2003 ; Uzi Rabi (ed.), *Tribes and States in a Changing Middle East*, New York, Oxford University Press, 2016.

² Pour une synthèse, voir Élisabeth Picard, « Les liens primordiaux, vecteurs de dynamiques politiques », dans É. Picard (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 55-77.

³ Notamment Paul Dresch, *Tribes, Government and History in Yemen*, Oxford, Oxford University Press, 1989 ; Mohammed al-Zahiri, *Al-mujtama' wa-l-dawla. Dirasa li-'alaqat al-qabila bi-l-ta'addudiyya al-siyasiyya wa-l-hizbiyya* (La société et l'État. Étude sur les relations entre la tribu et le pluralisme politique et partisan), Le Caire, Maktabat Madbouly, 2004 ; Samir al-Abdali, *Thaqafat al-dimuqratiya fi-l-haya al-siyasiyya li-qaba'il al-Yaman* (La culture démocratique dans la vie politique des tribus du Yémen), Beyrouth, Markaz dirasat al-wahda al-'arabiyya, 2007 ; Shelagh Weir, *A Tribal Order. Politics and Law in the Mountains of Yemen*, Austin, University of Texas Press, 2007 ; Marieke Brandt, « A Tribe and Its States: Yemen's 1972 Bayhan Massacre Revisited », *Middle Eastern Studies*, 55 (3), 2019, p. 319-338.

⁴ Jusqu'en 1990, le Yémen était divisé entre la République arabe du Yémen (RAY), au nord, et la République populaire et démocratique du Yémen (RDPY), au Sud, créée quelques années après la fin de l'occupation britannique en 1967.

⁵ Franck Mermier, « Yémen : les héritages d'une histoire morcelée », dans Rémy Leveau, Franck Mermier, Udo Steinbach (dir.), *Le Yémen contemporain*, Paris, Karthala, 1999, p. 7-35.

l'appareil politico-administratif⁶. Si le régime s'est donc appuyé au nord sur les tribus pour construire et diffuser l'État, au sens de sa matérialité et de ses « effets »⁷, les logiques de patronage ont permis en retour d'entretenir les notabilités tribales, en donnant aux chefs historiques les positions et les ressources nécessaires pour renforcer leur autorité et leur ancrage dans le monde tribal⁸. Elles ont également favorisé l'émergence de nouvelles notabilités susceptibles de concurrencer les anciennes. Là où elles apparaissaient dépassées, comme dans la région centrale de Taz, ou avaient été combattues par les autorités, comme dans le Sud Yémen socialiste, les traditions tribales ont été en grande partie réinventées. Après l'unification du Nord et du Sud Yémen en 1990, le Président Saleh a encouragé la redynamisation du référent tribal et la (re)constitution de fiefs locaux fidèles au régime.

Dans la continuité des travaux mentionnés, j'envisage la tribu comme un « concept émique de représentation sociale »⁹ recouvrant des réalités instables et hétérogènes, qui ne sont pas étrangères à l'État mais ont tendance au contraire à se chevaucher, s'entremêler et à s'entretenir réciproquement. Afin de travailler empiriquement ces notions, je propose d'analyser concrètement comment se construit et se défend le titre de cheikh tribal en politique au Yémen. Pour cela, je mobilise trois champs notionnels : d'abord, le « répertoire tribal », que je définis comme une grammaire de mobilisation spécifique comprenant un ensemble de pratiques (modes d'action) et de représentations (références) routinisées à partir desquelles on peut improviser¹⁰ ; ensuite, le « capital tribal », c'est-à-dire les ressources qui découlent de l'appartenance à un patrilignage et de la détention du titre de cheikh à proprement parler. Je définis celui-ci comme un capital *social* tribal afin d'insister sur sa dimension symbolique et relationnelle, et sur son effet démultiplicateur des autres ressources et capitaux accumulés par les acteurs¹¹. L'expression couvre plusieurs dimensions : les réseaux de solidarité, le prestige social, l'accès privilégié à des ressources économiques, le capital militaire (et le potentiel de mobilisation d'hommes armés) ou encore le charme (ou charisme) et l'autorité symbolique. Enfin, je définis la position de cheikh comme un « rôle » (de médiation et de conciliation, mais aussi de redistribution) qui contraint les acteurs et

⁶ P. Dresch, *Tribes, Government and History in Yemen*, op. cit. ; P. Dresch, *A History of Modern Yemen*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000. Voir aussi, pour le cas irakien, Arthur Quesnay, « Ordres partisans, politiques identitaires et production du social. Le cas de Kirkouk, Irak (2003-2018) », thèse en science politique, Paris 1, 2019.

⁷ Timothy Mitchell, « The Limits of the State: Beyond Statist Approaches and Their Critics », *The American Political Science Review*, 85 (1), 1991, p. 77-96.

⁸ Ce que Sarah Phillips qualifie de *sheikhly system*. Sarah Phillips, *Yemen's Democracy Experiment in Regional Perspective. Patronage and Pluralized Authoritarianism*, New York, Palgrave Macmillan, 2008, p. 95. Voir également Laurent Bonnefoy, « Le Yémen contemporain : une société tribale ? », dans H. Dawod, *La constante « Tribu » : variations arabo-musulmanes*, Paris, Demopolis, 2013, p. 141-170 ; François Burgat, « Le règlement des conflits tribaux au Yémen », *Égypte/Monde arabe*, 1 (1), 2005, p. 101-126 ; F. Mermier, « Yémen : les héritages d'une histoire morcelée », cité ; Paul Dresch, Bernard Haykel, « Stereotypes and Political Styles: Islamists and Tribesfolk in Yemen », *International Journal of Middle East Studies*, 27, 1995, p. 405-431.

⁹ M. Brandt, *Tribes and Politics in Yemen: A History of the Houthi Conflict*, Londres, Hurst/Oxford University Press, 2017, p. 17.

¹⁰ Comme le souligne Charles Tilly à propos des « répertoires de l'action collective ». Charles Tilly, *La France contestée. De 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986, p. 541.

¹¹ Pierre Bourdieu, « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31 (1), 1980, p. 2 ; Voir aussi, dans le cas de la Syrie en guerre, Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, « Le capital social révolutionnaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 211-212, 2016, p. 24-35.

auquel ceux-ci doivent se conformer, mais qu'ils endossent et habitent de manière différente, et dont ils s'écartent également souvent¹².

Pour étudier la façon dont le titre de cheikh opère comme un dispositif de (re)classement au sein de la classe politique dirigeante yéménite, j'ai choisi de m'intéresser plus spécifiquement à ceux que je nomme les « cheikhs d'État », c'est-à-dire à ceux qui occupaient, au moment du soulèvement de 2011, des positions dirigeantes au sein du régime d'Ali Abdallah Saleh et de son parti-État, le Congrès populaire général (CPG)¹³. Comment la valeur et le statut liés à ce titre évoluent-ils dans le temps et dans l'espace ? Comment ce titre circule-t-il, s'adapte-t-il et se réinvente-t-il dans une situation de désobjectivation profonde des rapports sociaux en 2011¹⁴, puis de rupture brutale avec la généralisation du conflit armé en 2014-2015¹⁵ ? Dans quelle mesure le capital social tribal permet-il à ceux qui le mobilisent de traverser la crise, de continuer à exister politiquement, et de maintenir leur place au sein de la classe dirigeante ?

Méthodologie d'enquête et sélection des cas

Pour répondre à ces questions, je m'appuie sur deux enquêtes menées respectivement au Yémen entre 2008 et 2011, dans le cadre d'une thèse sur les logiques d'action au sein du Congrès populaire général¹⁶, et au Caire depuis 2018, auprès des élites politiques yéménites exilées ou de passage en Égypte. À partir des matériaux recueillis par observation et en entretiens, ainsi que dans la presse et dans les publications en ligne, j'ai sélectionné deux cas. S'ils n'épuisent pas la complexité du phénomène étudié, ils sont exemplaires des dynamiques de co-construction de la notabilité tribale par l'État et le régime d'Ali Abdallah Saleh. Par leurs contrastes, ils constituent des cas particulièrement stimulants pour penser les mises à l'épreuve des notabilités par le soulèvement de 2011, puis par le déclenchement de la guerre civile et l'exil forcé depuis 2015.

Au-delà de sa pertinence sociologique, cette sélection a été guidée par une ambition empirique et comparative. J'ai choisi deux cheikhs, renommés ici Sameh et Mohsen, auprès desquels j'ai mené des observations directes, avant et pendant 2011 à Sanaa, et depuis 2018 au Caire. Je peux donc les resituer dans leurs contextes d'action, au Yémen puis en exil. La richesse des données biographiques disponibles, ma familiarité avec les enquêtés et leur

¹² Rémi Lefebvre, « Se conformer à son rôle. Les ressorts de l'intériorisation institutionnelle », dans Jacques Lagroye, Michel Offerlé (dir.), *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin, 2010, p. 219-247 ; Andrew J. Shryock, « The Rise of Nasir Al-Nims: A Tribal Commentary on Being and Becoming a Shaykh », *Journal of Anthropological Research*, 46 (2), 1990, p. 153-176, p. 159.

¹³ À partir de sa fondation en 1982 et pendant plus de trois décennies, le CPG a dominé la vie politique yéménite. Situé au cœur du système clientéliste développé par Ali Abdallah Saleh, il constituait un appareil essentiel à l'entretien du régime autoritaire. Marine Poirier, « Le bon parti. Soutenir le pouvoir autoritaire, le cas du Congrès populaire général au Yémen (2008-2011) », thèse de doctorat en science politique, IEP d'Aix-en-Provence, 2016.

¹⁴ Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 3^e édition, 2009.

¹⁵ Sur les effets disruptifs induits par la dynamique des guerres civiles, voir A. Baczko, G. Dorronsoro, « Pour une approche sociologique des guerres civiles », *Revue française de science politique*, 67 (2), 2017, p. 309-327.

¹⁶ M. Poirier, « Le bon parti. Soutenir le pouvoir autoritaire, le cas du Congrès populaire général au Yémen (2008-2011) », cité.

accessibilité en Égypte depuis 2018, alors qu'il était devenu impossible de se rendre au Yémen¹⁷, ont déterminé ce choix. Concrètement, j'ai mené quatre entretiens avec cheikh Sameh à Sanaa entre 2009 et 2011, et de très nombreuses observations à son domicile, lors de déjeuners et parties de *qat*¹⁸, d'événements publics (conférences de presse, congrès du parti, célébrations nationales) et de permanences au siège du parti. J'ai repris ces observations régulières à son domicile en 2018 au Caire, et mené un entretien avec lui en 2019. J'ai également mené trois entretiens avec cheikh Mohsen à son domicile à Sanaa entre janvier et mars 2011, ainsi que plusieurs observations au cours de la période 2010-2011 lors de conférences et d'événements publics. Je l'ai ensuite retrouvé au Caire et j'ai mené un entretien avec lui à son domicile en 2019. Je suis régulièrement en contact par téléphone avec les deux enquêtés. Par ailleurs, si je ne me suis pas rendue au Yémen depuis 2011, j'ai réalisé entre 2012 et 2018 un suivi de leurs prises de position à partir de leurs interventions dans les médias (presse et télévision) et sur les réseaux sociaux en ligne (Facebook et Twitter). Plus généralement, les données collectées par entretien et observation ont systématiquement été croisées et complétées avant 2011 et depuis 2018 avec l'analyse des données collectées dans la presse écrite ou télévisée et des traces numériques des intéressés¹⁹.

Enfin, quelques précautions méthodologiques s'imposent : s'il est dominant, le répertoire tribal n'épuise pas le répertoire de la notabilité au Yémen. On trouve ainsi des notables (qui se font également appeler cheikh, tout comme les patriarches et dignitaires religieux) qui ne se revendiquent pas de la tribu, et ont construit leur position sur d'autres ressources, sociales et religieuses, économiques, militaires ou encore techniques²⁰. Toutes ces ressources se combinent entre elles et ne sont en aucun cas exclusives les unes des autres. Par ailleurs, les cheikhs de tribu n'ont pas tous intégré l'appareil étatique (et le parti-État) afin d'entretenir leur position et leurs ressources²¹. Enfin, il faut noter qu'il existe également au Yémen des femmes cheikh (*shaykha*), exerçant la conciliation et intervenant sur des conflits variés²². J'ai choisi de me concentrer ici sur les cheikhs d'État parce que cette catégorie d'acteurs permet d'examiner ce que deviennent les notabilités qui se sont construites par l'État ou en lien avec l'État, dès lors que celui-ci se trouve dramatiquement bouleversé par la révolution puis la guerre civile.

¹⁷ Sur les méthodologies développées afin de « délocaliser » l'enquête et de surmonter l'inaccessibilité du terrain, voir notamment Marina De Regt, « Noura and Me: Friendship as Method in Times of Crisis », *Urban Anthropology and Studies of Cultural Systems and World Economic Development*, 44 (1-2), 2015, p. 43-70, et M. Brandt, « The Delocalization of Fieldwork and (Re)Construction of Place: Doing Ethnography in Wartime Yemen », *International Journal of Middle East Studies*, 49 (3), 2017, p. 506-510. Sur d'autres terrains, voir Antonius Robben, *Iraq at a Distance: What Anthropologists Can Teach Us about the War*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2010.

¹⁸ Léger narcotique aux effets euphorisants dont les feuilles sont mâchées pendant l'après-midi.

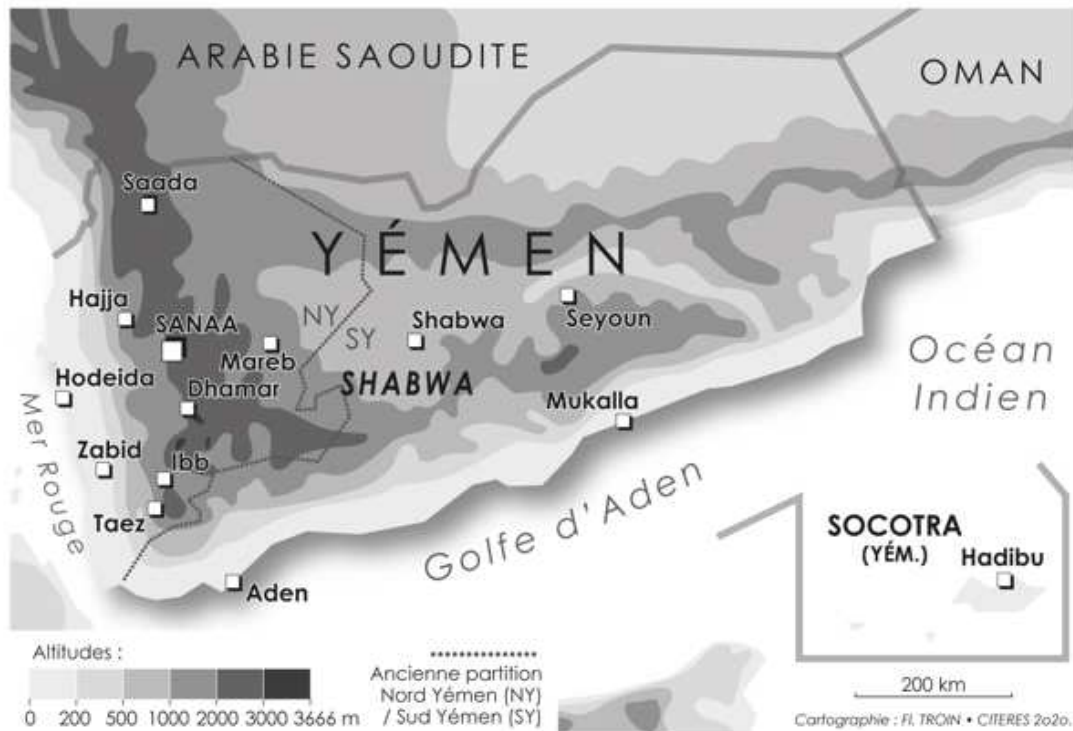
¹⁹ Pour une discussion méthodologique sur la collecte, l'analyse et la mobilisation des traces numériques visant à reconstruire les trajectoires, réseaux et espaces positionnels des acteurs, voir Youssef El Chazli, « Devenir révolutionnaire à Alexandrie : contribution à une sociologie historique du surgissement révolutionnaire en Égypte », thèse en science politique, Université de Lausanne-Paris 1, 2018, p. 63-67.

²⁰ Sur la catégorie des hachémites au Yémen, voir Gabriele Vom Bruck, *Islam, Memory, and Morality in Yemen. Ruling Families in Transition*, New York, Palgrave Macmillan, 2005.

²¹ C'est le cas, par exemple, des « cheikhs colonels ». M. Brandt « The Irregulars of the Saada War: "Colonel Cheikhs" and "Tribal Militias" in Yemen's Huthi Conflict (2004-2010) », dans Helen Lackner (ed.), *Why Yemen Matters. A Society in Transition*, Londres, Saqi, 2014.

²² Maggy Grabundzija, « Shaikha Saida, une femme d'honneur au Yémen », *Le Mouvement Social*, 231 (2), 2010, p. 89-99.

Carte 1. Présentation du Yémen



Cartographie : Florence Troin - CITERES 2020

Présentation des cas : deux « cheikhs d'État » dans le parti-État

Lorsque je les rencontre en 2009 et 2010 à Sanaa, cheikh Sameh et cheikh Mohsen sont membres du Comité général, principal organe exécutif du Congrès populaire général, composé alors d'une trentaine de personnes. Cette position, qui atteste l'insertion dans les réseaux de patronage du régime, leur assure un important capital symbolique et un accès privilégié aux ressources étatiques²³. Nés tous deux dans la seconde moitié des années 1950, et ayant intégré l'appareil d'État au début des années 1980, ils ont cependant suivi des trajectoires opposées au sein du parti.

Sameh a réalisé toute sa carrière au sein du CPG. Élu au début des années 1980 membre puis président, dans son district au sud de Taz, du Conseil des associations locales de développement²⁴, il est entré au parti en 1985, lorsque le mouvement coopératif a été télescopé par le CPG et que les conseils sont devenus des branches du gouvernement central²⁵. Élu membre du Conseil consultatif (*majlis al-shura*, équivalent du Parlement dans la RAY) en 1988, il a été réélu député du Parlement en 1993, puis en 1997 et en 2003. Il

²³ April Longley Alley, « Shifting Light in the Qamariyya. The Reinvention of Patronage Networks in Contemporary Yemen », thèse de doctorat en philosophie du gouvernement, Georgetown University, 2008, p. 137-138.

²⁴ Sur le mouvement coopératif local au Yémen, voir Sheila Carapico, *Civil Society in Yemen. The Political Economy of Activism in Modern Arabia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

²⁵ *Ibid.*, p. 51, p. 114-118, p. 132.

occupait toujours cette position en 2019, le parlement n'ayant pas été réélu depuis 2003. Il a été également président du bloc parlementaire depuis 1997 et vice-secrétaire général du parti chargé du secteur Politique et des relations extérieures.

Mohsen, lui, n'a rejoint que tardivement le parti présidentiel. Pourtant, il a occupé des positions de gouvernement alors qu'il était encore très jeune : au ministère du Plan dès 1983, puis au sein du Conseil consultatif où il a présidé le comité des Affaires de développement. Lors de l'unification en 1990, il a intégré le nouveau Parlement, et été réélu en 1993. Proche des idéaux socialistes, il a fondé un petit parti qui a rapidement disparu dans la tourmente des centaines de partis qui se sont formés après l'unification et l'introduction du pluralisme²⁶. Engagé dans les initiatives tribales de désescalade des tensions entre les élites des anciens Sud et Nord Yémen²⁷, il a quitté le pays en 1994 lorsqu'une guerre civile a éclaté à la suite de la déclaration séparatiste des socialistes à Aden²⁸. Son exil a duré dix ans, durant lesquels il a repris des études et obtenu une licence en science politique puis un master en relations internationales à l'Université George Washington. En 2004, il est rentré au Yémen avec l'accord du Président Saleh, qui l'a nommé membre du Comité général et chargé des relations extérieures du CPG. Il a alors entrepris ce qu'il présente en 2011 comme une mission de « réforme » du régime, de l'intérieur²⁹.

Par ailleurs, si Sameh et Mohsen arborent le même titre de cheikh, celui-ci recouvre des propriétés sociales et un capital social tribal très différents. Cheikh Mohsen jouit d'un héritage social et politique prestigieux. Parce qu'il est issu d'une famille éminente de chefs tribaux connus et reconnus pour leur rôle dans la révolution républicaine contre l'imamat zaydite dans les années 1960³⁰, son nom suffit à lui garantir le statut d'élite, tandis que son capital culturel (il parle couramment l'anglais et a suivi des études supérieures à l'étranger) renforce encore sa position sociale.

Sameh, lui, a hérité le titre de cheikh de son père, dans une région rurale et agricole au sud de Tazé où ce titre désigne plus des propriétaires fonciers (on parle alors de cheikhs « de la terre », *shaykh al-ard*) que des hommes de tribu. Le référent tribal y est en effet depuis longtemps concurrencé par d'autres hiérarchies sociales, notamment les professeurs et les docteurs, socialement plus valorisés³¹. N'ayant pas fait d'études secondaires et ne pouvant se prévaloir du patrilignage prestigieux de Mohsen, Sameh a bâti sa notabilité en intégrant le

²⁶ Renaud Detalle, « Les partis politiques au Yémen : paysage après la bataille », *Revue d'études des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 81, 1996, p. 331-348.

²⁷ Ces initiatives prenaient notamment la forme de conférences tribales (comme le Conseil unifié de Bakil, du nom de sa confédération tribale), censées assurer une médiation entre les parties en conflit et la renégociation des termes de l'unité yéménite. S. Carapico, *Civil Society in Yemen. The Political Economy of Activism in Modern Arabia*, op. cit., p. 185.

²⁸ Ces derniers ont été brutalement défaits par l'armée unioniste menée par le Président Saleh, et l'unité du Yémen a été rétablie et imposée par la force. Noel Brehony, *Yemen Divided. The Story of a Failed State in South Arabia*, Londres, New York, I.B. Tauris, 2013 ; Stephen Day, *Regionalism and Rebellion in Yemen. A Troubled National Union*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

²⁹ Entretien, Sanaa, janvier 2011.

³⁰ Son oncle, très respecté et dont les Mémoires ont été publiés en 5 tomes, est un haut dignitaire de la confédération tribale Bakil (l'une des deux plus importantes au Yémen). Son père, un général blessé lors de la révolution de 1962, a occupé d'importantes fonctions dans l'appareil militaire puis dans le milieu diplomatique. Ibrahim Al-Maqhafi, *Mu'jam al-buldan wa-l-qaba'il al-yamaniyya* (Dictionnaire des lieux et tribus du Yémen), Sanaa, Maktaba al-Jil al-Jadid, 2011, p. 1730.

³¹ La réforme de l'Éducation à Tazé a inspiré le mouvement révolutionnaire contre l'imamat zaydite dès les années 1940. Du fait de son ouverture géographique et des mobilités qui en découlent, la région est souvent considérée comme étant à l'avant-garde politique et sociale.

CPG et les réseaux de patronage du régime et en développant l'industrie agroalimentaire familiale³². L'ancrage politique local et les ressources économiques accumulées lui ont permis de construire, de revendiquer et de légitimer son titre de cheikh. Fort de son immense carnet d'adresses, il a opéré dans les années 2000 comme intermédiaire privilégié entre le CPG, les chancelleries étrangères et les journalistes. Il apparaît ainsi comme l'archétype du cheikh produit ou réinventé par le régime de Saleh, tandis que Mohsen est une figure emblématique des dynamiques de cooptation des chefs de tribu traditionnels par le régime.

Devenir cheikh, endosser l'habit du dominant

Cheikh Sameh et cheikh Mohsen se différencient de leurs confrères du CPG (non cheikhs) par l'adoption de pratiques spécifiques qui relèvent d'un « répertoire tribal » et objectivent leur position sociale : la démonstration et l'usage de la force ; l'intercession en faveur des leurs et la prise en charge d'arbitrages de conflits ; la mise en scène de pratiques ostentatoires de (re)distribution présentées comme des valeurs de générosité et d'honneur. Malgré ces attributs communs qui produisent des effets de distinction et de reconnaissance, chacun endosse son rôle à sa façon. Du fait de leurs origines sociales, histoires familiales, formations et parcours professionnels respectifs, Sameh et Mohsen mobilisent ce répertoire de manière singulière, et à des fins différentes. Ces variations éclairent les trajectoires politiques différenciées qu'ils ont suivies au moment du soulèvement de 2011 et de la période transitoire qui a suivi le renversement du régime de Saleh.

La force, la médiation et le pain : sur quelques invariants du répertoire tribal

La première chose qui matérialise le statut de cheikh, ce sont les armes. Dans les quartiers aisés de Sanaa où ont fleuri dans les années 1980 de grandes villas entourées de jardins et protégées par de hauts murs, leurs résidences sont reconnaissables par le nombre et le type d'hommes armés stationnés devant le portail de l'entrée : kalachnikov à l'épaule et sandales en plastique aux pieds, des jeunes assurent l'accueil des convives chez Mohsen³³. Même chose pour Sameh, qui a élu domicile tout en haut d'une colline, dans une zone militaire ultra sécurisée : devant l'imposant portail, plusieurs hommes armés vérifient l'identité des invités avant de les laisser accéder à la maison-forteresse située cinquante mètres plus haut. Des gardes armés accompagnent également Mohsen et Sameh dans leurs déplacements. C'est une pratique courante et distinctive pour les cheikhs qui sont parmi les seuls autorisés, à la fin des années 2000, à contourner la législation interdisant le port d'armes dans les villes, notamment à Sanaa³⁴. Au CPG, certains collègues de Mohsen se sont étonnés qu'il maintienne ces

³² Celle-ci concerne principalement la production de mangues, de bananes, de citrons, de goyaves, de blé et de dattes.

³³ Ses voisins (personnalités politiques, commerçants ou expatriés) ont, eux aussi, leurs gardes, mais recourent aux agences de sécurité privée ou aux services de la police et de l'armée, qui travaillent en uniforme.

³⁴ Depuis 2007, et dans le prolongement d'une loi de 1992 jusqu'alors inappliquée, les autorités s'efforcent de contrôler le port d'armes dans les grandes villes et de limiter le nombre de gardes armés pour les représentants du gouvernement et les cheikhs de tribu. Issue Brief n°2, *Small Arms Survey*, octobre 2010.

pratiques : « On s’attendait à ce qu’[il] rentre des États-Unis et qu’il agisse comme un politicien et technocrate occidental éduqué. Au contraire, [il] se déplace autour de la ville avec vingt gardes armés. Sous la surface éduquée, il a une mentalité tribale et les gens l’appellent “cheikh”. Il cherche le pouvoir et le prestige et il utilise ses origines tribales pour y arriver »³⁵. S’entourer de gardes armés est une manière non seulement d’objectiver son autorité mais aussi d’intimider, en rappelant sa relative impunité dans l’exercice de la violence.

Autre propriété qui permet d’entretenir cette autorité tribale autant qu’elle en découle : la capacité de médiation. Être cheikh, c’est intercéder, négocier et convaincre, mais aussi concilier³⁶. Dans le cas de Sameh, ces pratiques se confondent largement avec celles de député, dont on attend qu’il rende service, comme dans de nombreux autres contextes d’ailleurs³⁷. Tous les jours, des dizaines de personnes le sollicitent, exposent leurs cas et s’en remettent à son autorité. Dispute familiale, question maritale, autorisation commerciale, recherche d’emploi, différend foncier : les intéressés demandent l’aide et la « protection » du cheikh, comme le veut la tradition tribale. Mohsen, quant à lui, investit très clairement le registre de la médiation et du règlement des conflits traditionnellement associé à la fonction de chef de tribu. En 1993 et 1994, il a ainsi endossé le rôle de médiateur lors de la crise entre les élites socialistes sudistes et le clan Saleh, et mené plusieurs initiatives dans ce sens. Durant les trois fois où je me rends chez lui au début de l’année 2011, il est sans cesse interrompu par des appels sur ces différents téléphones mobiles, l’arrivée d’une délégation, des demandes d’arbitrage. Le nombre de ces sollicitations, dont Sameh et Mohsen s’enorgueillissent en ma présence, atteste leur capacité à régler des affaires, leur poids politique, leur accès à un ensemble de biens publics divisibles ainsi qu’à des ressources économiques propres.

Enfin, à l’instar des *big men* béninois étudiés par Richard Banégas, les cheikhs soignent un style de vie caractérisé par l’accumulation et la redistribution³⁸. On attend d’eux qu’ils fassent acte de générosité publique, multiplient les invitations, les cadeaux et les formes d’entraide. Cheikh Sameh organise par exemple régulièrement chez lui à Sanaa de grands déjeuners auxquels sont conviés responsables politiques, députés, journalistes et diplomates. Il réinvestit alors les codes d’une institution sociale traditionnelle³⁹. Au Yémen, la générosité est considérée comme une qualité essentielle de la culture tribale, et le cheikh se doit, plus que les autres hommes de tribu, d’en faire la démonstration. Ouvrir sa maison, inviter à sa table, partager « le pain et le sel », c’est créer un lien de solidarité et de protection réciproque qui

³⁵ A. Longley Alley, « Shifting Light in the Qamariyya. The Reinvention of Patronage Networks in Contemporary Yemen », cité, p. 134 (propos recueillis en 2006).

³⁶ A. J. Shryock, « The Rise of Nasir Al-Nims: A Tribal Commentary on Being and Becoming a Shaykh », art. cité, p. 170 ; M. Grabundzija, « Shaikha Saida, une femme d'honneur au Yémen », art. cité.

³⁷ M. Poirier, « Le bon parti. Soutenir le pouvoir autoritaire, le cas du Congrès populaire général au Yémen (2008-2011) », cité, p. 172-174. Camille Goirand, Javier Auyero et Lamia Zaki ont montré, dans des contextes très différents, comment la capacité à « faire » et à « rendre des services » est mobilisée comme répertoire de légitimation politique. Camille Goirand, *La politique des favelas*, Paris, Karthala, 2000 ; Javier Auyero, *Poor People's Politics*, Londres, Duke University Press, 2001 ; Lamia Zaki, « Pratiques politiques au bidonville. Casablanca (2000-2005) », thèse de doctorat en science politique, IEP de Paris, 2005.

³⁸ Richard Banégas, « “Bouffer l’argent”. Politique du ventre, démocratie et clientélisme au Bénin », dans Jean-Louis Briquet, Frédéric Sawicki (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 1998, p. 90-94.

³⁹ Comme le couscous de la *dhifa* électorale en Algérie décrit par Mohammed Hachemaoui, *Clientélisme et patronage dans l’Algérie contemporaine*, Paris, Karthala, 2013, p. 156-161.

rend possible l'échange de services et de faveurs⁴⁰. Cet évergétisme obligé, qui ne se limite pas aux festins mais prend aussi la forme de cadeaux, est un caractère particulièrement saillant chez Sameh. En l'absence de patrilignage tribal prestigieux, et dépourvu du capital scolaire qui lui permettrait de briller devant ses invités (des ministres souvent surdiplômés), il doit sans cesse démontrer sa capacité à distribuer et à servir pour affirmer sa position de cheikh.

« Jouer » l'autorité dans le Yémen de Saleh

Certains cheikhs, comme Sameh, ont en grande partie redécouvert et « réinventé » leur fonction tribale pour mieux imiter le « style politique dominant »⁴¹ à Sanaa et prouver qu'ils y avaient gagné leur place. D'autres, comme Mohsen, peuvent au contraire s'appuyer sur un patrilignage prestigieux qui leur permet de fait d'accéder à la classe politique dirigeante, mais les contraint en retour à en entretenir les apparences afin de s'y maintenir.

Cheikh Sameh est un cas exemplaire des stratégies entristes qui se développent en (ré)investissant les solidarités tribales. Lorsqu'il revendique sa position de cheikh dans la région de Taz, il s'agit moins pour lui d'incarner une tribu (qu'il aurait au demeurant du mal à faire exister et à mobiliser) que de manifester sa conformité à l'ordre politique et social dominant⁴². Cette position est d'ailleurs constamment mise en scène dans son salon, espace privilégié de commensalité pour les élites politiques. Sur les photos qui ornent les murs de son domicile, il apparaît aux côtés du Président et de personnalités rencontrées lors de ses déplacements à l'étranger. Il y a aussi encadré un poème écrit à la gloire de Saleh, par lequel il affiche sa loyauté et se réapproprie un marqueur traditionnel de la société tribale, la poésie, redorant au passage son blason d'homme non instruit et un peu bourru⁴³. Bien plus, son titre de cheikh lui permet de normaliser les modes de redistribution clientéliste des ressources qui définissent son activité politique quotidienne. En donnant à ces pratiques clientélistes un sens moral et en les déclinant sur le mode du service et du don (la « générosité du cheikh »), le répertoire tribal rend socialement acceptables les échanges matériels qui se produisent au sein de la classe dirigeante⁴⁴.

Cheikh Mohsen montre au contraire, en public comme en privé, une assez grande distance vis-à-vis du rôle de cheikh tribal et plus généralement du régime. Il préfère attirer mon

⁴⁰ Sur des dynamiques similaires ailleurs, voir Élise Massicard, « Entre l'intermédiaire et "l'homme d'honneur". Savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie », *Politix*, 67, 2004, p. 109 et p. 118-119.

⁴¹ F. Mermier, « Yémen : les héritages d'une histoire morcelée », cité, p. 24.

⁴² Vincent Planel évoque le développement d'un « tribalisme de circonstance » et d'un « clientélisme qui se donne des airs tribaux » dans la région de Taz : en quête de distinction, certains acteurs promeuvent « une tribalité "déterritorialisée", (...) marque de respectabilité et d'allégeance à l'État central ». Vincent Planel, « Les hommes de peine dans le paysage urbain. Spécialisations régionales et ordre social à Taz », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 121-122, 2008, p. 145-161.

⁴³ Steven C. Caton, *Peaks of Yemen I Summon. Poetry as Cultural Practice in a North Yemeni Tribe*, Berkeley, University of California Press, 1993. En 2018, la poésie figure parmi ses centres d'intérêts sur sa page Facebook.

⁴⁴ Comme cheikh Mokhtar, ex-djihadiste devenu contrebandier, qui, « en quête d'une notabilité sociale et d'une protection politique, se glisse dans les habits neufs du notable évergète ». M. Hachemaoui, *Clientélisme et patronage dans l'Algérie contemporaine*, op. cit., p. 173. J.-L. Briquet explique comment, en Corse, le registre du « service » permet aux élus locaux d'énoncer l'échange clientélaire en termes de générosité, de solidarité ou encore d'amitié et de désintéressement. J.-L. Briquet, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997, p. 23.

attention sur d'autres ressources – son expertise de la politique internationale – et d'autres facettes de son identité – son humour nord-américain. L'affiliation tribale, conjuguée à la détention de ressources économiques et de diplômes (et plus largement d'un important capital culturel), a pourtant facilité la négociation de son retour d'exil au début des années 2000, et l'accès à une position au sein de la classe dirigeante⁴⁵. Pour conserver cette position, il est tenu de maintenir sa base sociale et le lien avec sa tribu, c'est-à-dire d'entretenir les dispositifs symboliques qui attestent ce lien. Mohsen appartient à cette génération de jeunes cheikhs qui, selon leurs détracteurs, essaient de « jouer la tribu » (*act tribal*) mais n'ont pas d'influence suffisante pour commander la loyauté des hommes ni de liens profonds avec le territoire parce qu'ils ont grandi et ont été éduqués à l'étranger et qu'ils résident loin de leur territoire de référence et de « leurs » hommes. Il est donc obligé, lorsqu'il rentre au pays, de jouer l'« agenda tribal »⁴⁶. Cela ne l'empêche pas d'adopter une posture critique à l'égard du régime et de défendre des positions hétérodoxes au sein du CPG. Souvent absent aux réunions du parti et du Comité général, il entretient des liens étroits avec les acteurs de l'opposition partisane. Depuis 2010, il intervient régulièrement dans les médias et les conférences publiques, et se présente comme un « réformateur de l'intérieur »⁴⁷. Certaines de ses déclarations produisent de vifs mécontentements au sein du parti, mais ne sont pas sanctionnées, alors même qu'il n'occupe aucune position gouvernementale ou électorale⁴⁸. Il est en effet socialement admis qu'un cheikh puisse adopter une posture autonome ou contradictoire, et celle-ci est d'autant moins risquée politiquement que le concerné est peu dépendant, financièrement et socialement, des réseaux de patronage du régime.

Ces contrastes et rapports différenciés au répertoire et au capital tribaux sont importants pour comprendre comment les cheikhs d'État s'ajustent différemment à la crise politique déclenchée par le soulèvement révolutionnaire en 2011.

Négocier la révolution : rester, quitter le parti présidentiel

Au début de l'année 2011, alors que le régime de Saleh était contesté dans la rue et que la coalition dirigeante se fissurait, certaines prises de position se sont cristallisées au sein des dirigeants du CPG : les plus autonomes politiquement, comme Mohsen, ont eu tendance à poursuivre la critique et à se désolidariser du régime, alors que d'autres, comme Sameh, avaient intérêt à y croire encore et à en mobiliser les réseaux. Dans une conjoncture marquée par une très forte rupture d'intelligibilité, les cheikhs d'État n'ont pas eu les mêmes ressources pour se défaire du régime et du parti présidentiel.

Dès février, plusieurs dirigeants du CPG, ministres, députés et élus locaux, ont démissionné et protesté contre la répression de la « jeunesse révolutionnaire »⁴⁹. Comme nombre de ses

⁴⁵ Son oncle, qui s'était également exilé en 1994, a rapidement réintégré les rangs et été nommé membre de la chambre basse (*majlis al-shura*).

⁴⁶ A. Longley Alley, « Shifting Light in the Qamariyya. The Reinvention of Patronage Networks in Contemporary Yemen », cité, p. 134-135, p. 144.

⁴⁷ Interview avec la BBC, 13 novembre 2010 ; Observation, conférence du Centre Ab'ad pour les études stratégiques, Sanaa, 22 janvier 2011.

⁴⁸ Fin 2010-début 2011, il a défendu plusieurs initiatives « personnelles » pour la reprise du dialogue avec les partis d'opposition et s'est opposé au lancement par le CPG de la campagne pour les législatives boycottée par l'opposition.

⁴⁹ M. Poirier, « Contenir sans tenir. Disciplines et indisciplines dans un parti hégémonique. Le cas du Congrès populaire général au Yémen (2008-2011) », dans Amin Allal, Nicolas Bué (dir.), *(In)disciplines partisans. Comment les partis politiques tiennent leurs militants*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2016, p. 225-241.

collègues du CPG, cheikh Mohsen a hésité plusieurs semaines avant de rompre publiquement avec le Président et son parti. Fort de son expérience de contradicteur « réformiste », il était convaincu d'avoir un « rôle personnel » à jouer dans la crise que traversait le pays⁵⁰. C'est autour de lui, qui maintenait encore son adhésion formelle au CPG, que se sont structurées les discussions préfigurant l'établissement d'un nouveau parti. Il a tout d'abord proposé l'organisation d'un « mouvement correctif » au sein du CPG et s'est rapproché des députés démissionnaires, dont il jugeait la décision courageuse. Lui-même n'était pas convaincu par l'*exit* et disait attendre « le bon moment pour mettre en œuvre [ses] plans »⁵¹. Le 18 mars, en réaction à la violente répression des manifestants (53 morts), près d'un quart – selon mes observations – des élus locaux, des députés et des ministres du CPG démissionnaient. Pourtant, Mohsen attendait encore, il demeurait prudent. Ses choix politiques l'avaient déjà conduit à l'exil dans le passé. Ce n'est qu'un mois plus tard qu'il a présenté officiellement sa démission et annoncé chez lui – la réunion n'ayant pas obtenu l'autorisation de se tenir dans un hôtel – la formation du parti Justice et Construction.

Les ressources financières mais aussi le capital politique, social et symbolique dont disposaient les membres fondateurs (parmi eux, un cadre historique du CPG, trois ministres et plusieurs députés reconnus) ont contribué à asseoir la légitimité et la crédibilité de la nouvelle formation politique, officiellement reconnue comme parti en 2012. Le soutien politique du National Democratic Institute (NDI), avec lequel cheikh Mohsen et plusieurs députés démissionnaires entretenaient des liens réguliers, a constitué une ressource précieuse. L'organisation nord-américaine, proche du Parti démocrate, appuyait de nombreuses initiatives partisans, comme celle, concurrente, du parti de la Solidarité nationale formé autour d'un ancien député CPG et puissant cheikh de la famille al-Ahmar. Or, contrairement à ce dernier, qui revendiquait clairement la dimension « tribale » de la mobilisation (au demeurant perçue comme tribale), le parti Justice et Construction ralliait des hommes d'affaires, des intellectuels, des diplomates. Il a émergé des mouvements de 2011 comme la forme organisationnelle la plus structurée et la plus efficace : reconnu par le président de transition Abdrabbo Mansour Hadi⁵², le parti comptait sept délégués à la Conférence du dialogue national (CDN), processus quasi constituant qui s'est déroulé sur toute l'année 2013⁵³. Mohsen, qui présidait le parti, s'est maintenu dans une position centrale au cours de la phase dite transitoire, qui a débuté avec le départ négocié de Saleh sous l'égide du Conseil de coopération du Golfe à la fin de l'année 2011 et s'est achevée avec la généralisation du conflit armé à la fin de l'année 2014. Membre du Conseil de transition soutenu par une partie du mouvement révolutionnaire, il a été nommé vice-président du comité en charge de la Question sudiste lors de la CDN, chantier prioritaire et polarisant. Il apparaissait régulièrement dans les médias où il affirmait sa figure de modéré et son autorité de modérateur.

Cheikh Sameh, lui, n'a pas envisagé de quitter la « citadelle de la loyauté »⁵⁴ qu'il cherchait à constituer autour de Saleh. En tant que président du groupe parlementaire, il a déployé toute son énergie à négocier avec les députés afin d'éviter que ceux-ci démissionnent ou pour les

⁵⁰ Entretien, Sanaa, janvier 2011.

⁵¹ Entretien, Sanaa, mars 2011.

⁵² Vice-président de la République (1994-2011) et du CPG, il a été élu président de la République en février 2012.

⁵³ Entre mai 2013 et janvier 2014, la CDN a rassemblé plus de 500 représentants des forces politiques yéménites, dont 112 délégués du CPG, 85 du « mouvement sudiste », 62 de la présidence, 50 du parti islamiste, 37 du parti socialiste, et respectivement 40 des « jeunes », des « femmes » et de « la société civile ».

⁵⁴ Nabil Subay, « Al-ijtima'at al-sirriyya wa-l-akhira li-hizb al-mo'tamar al-hakim (Les réunions secrètes et ultimes du parti au pouvoir) », *al-Oula*, 17 avril 2011.

inciter à réintégrer les rangs. Oscillant entre dialogue et menace de sanction vis-à-vis des membres du parti, il a également participé à la répression des manifestants⁵⁵ et à l'organisation des contre-mobilisations pro-régime. À partir du départ de Saleh, puis après l'élection de Hadi en février 2012, le CPG s'est fracturé très nettement entre factions pro-Saleh et factions pro-Hadi. Sameh s'est officiellement rallié au nouveau président, mais a continué d'entretenir des liens de proximité avec Saleh auquel il rendait régulièrement visite à Sanaa⁵⁶. Sa dépendance aux réseaux de patronage de Saleh était trop importante pour qu'il puisse s'en défaire. Ayant construit sa carrière politique et sa position sociale à la faveur de son intégration dans le cercle de l'ancien président, il avait des intérêts non seulement à s'y maintenir mais aussi à le maintenir, et à entretenir son dispositif symbolique et affectif. Les fonctions électives qu'il occupait au Parlement lui ont permis de stabiliser sa position dans la compétition politique qui a émergé pendant la phase transitoire, et il a rejoint la délégation CPG qui participait à la Conférence du dialogue national.

Malgré des choix politiques divergents (quitter le CPG, y rester), cheikh Mohsen et cheikh Sameh ont tous deux réussi à traverser la révolution et à maintenir leur position au sein de la classe dirigeante pendant la phase transitoire. Celle-ci s'est caractérisée par l'intégration de nouvelles figures (personnalités sudistes, représentants de l'opposition partisane notamment islamiste, nouveaux acteurs émergents de la société civile) et par l'exclusion des proches de Saleh, au sein de l'appareil militaire tout particulièrement. Pour Mohsen, la crise a eu un effet d'attraction évident, tandis que Sameh est parvenu à naviguer dans le nouveau jeu en s'appuyant sur l'autorité de sa fonction élective. À l'issue de la Conférence du dialogue national, la situation politique s'est rapidement dégradée au Yémen, certains groupes refusant le projet de Constitution et de découpage régional qui en était issu. Les affrontements se multipliaient dans le nord du pays et le mouvement dit Houthi, du nom de son dirigeant, a rapidement progressé vers la capitale dans le but de contester les termes internationalement négociés de la transition⁵⁷. La période transitoire s'est achevée avec la prise militaire de Sanaa par les Houthis en septembre 2014. Au début de l'année 2015, ces derniers ont fomenté un coup d'État constitutionnel qui a provoqué la fuite de Hadi et de son gouvernement à Riyad, en Arabie Saoudite. Confrontés à la guerre civile, cheikh Sameh et cheikh Mohsen ont quitté le pays et réinventé en partie, et à distance depuis Le Caire, leurs modes d'exister politiquement.

Rester cheikh, survivre politiquement ?

Au printemps 2018, je croise cheikh Sameh par hasard un soir, devant un stand de jus de fruits renommé à Dokki, un quartier prisé par les Yéménites dans le centre du Caire. Verre à la main, béret sur la tête, il est entouré de ses fils. Il me salue et m'offre une boisson ainsi qu'à l'amie qui m'accompagne. Celle-ci s'étonne après notre court échange : « C'est lui, le cheikh ? » De fait, rien ne le distingue *a priori* de n'importe quel autre Yéménite. Il a perdu

⁵⁵ Ses hommes de main ont été accusés d'avoir jeté un explosif artisanal sur la place de la Liberté, pendant le sit-in des révolutionnaires à Tazeh en février 2011.

⁵⁶ Traces numériques, profil Facebook, 23 avril 2013 et 17 janvier 2014.

⁵⁷ H. Lackner, *Yemen in Crisis: The Road to War*, New York, Verso, 2019. Sur l'émergence du mouvement Houthi et la guerre de Saada, voir Samy Dorlian *La mouvance zaydite dans le Yémen contemporain. Une modernisation avortée*, Paris, L'Harmattan, 2013 et M. Brandt, *Tribes and Politics in Yemen: A History of the Houthi Conflict*, cité.

les principaux attributs qui matérialisaient son statut de cheikh tribal à Sanaa : ses gardes armés et son 4x4. Il se promène à pied, en famille, dans les rues de la capitale égyptienne comme n'importe quel citoyen anonyme.

Exilés au Caire, les cheikhs du CPG sont méconnaissables. Ils continuent pourtant de mettre en forme leur identité et leurs ressources tribales et d'en mobiliser le répertoire. Que signifie alors être cheikh au Caire ? Quelles pratiques et représentations sociales cela recouvre-t-il concrètement ? L'épreuve de l'exil et de la guerre civile permet d'interroger la façon dont le capital social tribal continue d'être mobilisé hors de l'espace dans lequel il faisait sens : à distance du territoire proprement tribal et du régime d'Ali Abdallah Saleh qui avait dynamisé et valorisé ce capital.

Cheikhs au Caire : des notabilités à l'épreuve de l'exil

En 2018, cheikh Sameh et cheikh Mohsen résident tous deux dans la capitale égyptienne où plusieurs milliers de Yéménites ont trouvé refuge⁵⁸. Le Yémen est éclaté entre le camp pro-Houthis (qui a pris le pouvoir à Sanaa en 2015) et le camp pro-Hadi (reconnu légitime par la communauté internationale, et réfugié à Riyad). Comme toutes les autres formations yéménites, le CPG s'est encore plus profondément divisé pendant la guerre. Certains de ses dirigeants se trouvent à Riyad, d'autres à Sanaa, d'autres encore, à Amman, Beyrouth, Londres ou Mascate. Sameh et Mohsen ont choisi Le Caire, « hub politique » d'une nouvelle géographie du Yémen à l'international, marquée par les mobilités et les circulations, et évoluant au gré du conflit (voir carte 2)⁵⁹. Ils réussissent à y maintenir une relative autonomie vis-à-vis des deux camps opposés par la guerre, et à poursuivre certaines de leurs activités politiques.

Lorsque je le retrouve au Caire en 2018, cheikh Sameh est encore député et président du bloc parlementaire du CPG, alors même que le Parlement ne s'est pas réuni depuis novembre 2014. Il est également toujours vice-secrétaire général du CPG, mais la vie organisationnelle du parti est alors limitée, voire inexistante. Depuis la mort de Saleh en décembre 2017, il s'efforce en vain de réunifier le parti. Plusieurs factions concurrentes revendiquent en effet l'héritage et la direction exclusive du CPG. Cheikh Mohsen, quant à lui, préside toujours le parti Justice et Construction, mais son site internet n'existe plus et les membres du bureau se rencontrent de manière très irrégulière. Comme d'autres membres de son parti, Mohsen a d'autres priorités. Il est engagé dans un comité d'experts en marge des négociations onusiennes pour la paix, et a participé à plusieurs phases de négociations, à Genève en décembre 2015, puis au Koweït au printemps 2016, quelques mois avant de quitter le Yémen pour l'Égypte. Face aux profondes incertitudes qui affectent leur avenir non seulement politique mais aussi social et économique, leurs notabilités sont mises à l'épreuve. Comme de nombreux autres dirigeants politiques en exil, ils développent alors des stratégies de redéploiement et/ou de repli géographique et social différentes.

⁵⁸ La communauté yéménite installée (ou de passage) au Caire a explosé depuis le début de la guerre en 2014-2015. Selon les estimations, elle compterait entre 300 000 et 800 000 personnes.

⁵⁹ Christian Testot, « Diplomatie nomade autour du Yémen », *Éditoriaux de l'IFRI*, 4 octobre 2017 ; Afrah Nasser, « Yemenis in Cairo. A Life of Despair », *MadaMasr*, 19 août 2018.

Carte 2. Géographie politique régionale du Yémen en guerre (2015-2020)



Si elle a bouleversé l'organisation familiale, les affiliations politiques et les sociabilités traditionnelles, la guerre a peu perturbé l'institution du déjeuner chez Sameh. Son grand appartement, qui surplombe une artère centrale du quartier Dokki, est connu des nombreux Yéménites réfugiés au Caire (et des diplomates étrangers). Ce n'est pas un hasard s'il a élu domicile dans ce quartier en 2015. Alors qu'en 2011 on y trouvait seulement quelques restaurants yéménites, en 2018, une douzaine d'établissements ont ouvert dans l'étroit périmètre des rues Tahrir et Mosadak. Chez lui, cheikh Sameh fait dresser plusieurs fois par semaine de grandes tablées qui réunissent entre 20 et 40 convives, généralement exclusivement masculins⁶⁰. Les profils sont variés : chefs de tribu, étudiants, hommes d'affaires, députés, diplomates, experts de la médiation, journalistes, artistes. Les membres ou sympathisants du CPG sont souvent les plus nombreux. D'autres fois, Sameh invite des intellectuels réputés pour leurs positions critiques tant envers l'ancien régime qu'envers le gouvernement dit « légitime » et les Houthis qu'ils ont fuis, et dont il affirme « respecter la neutralité ». Ces personnalités n'ont d'ailleurs aucun problème à se rendre chez lui, comme elles le faisaient parfois à Sanaa ; elles estiment le personnage et apprécient sa bonhomie : « J'ai du respect pour cheikh Sameh, dit ainsi un journaliste indépendant. Si c'était un autre

⁶⁰ Observations, Le Caire, février, avril et novembre 2018, mai et juin 2019.

leader politique, je n'irai pas forcément, mais lui, c'est une personne simple et aimable. Et puis ça ne se fait pas ! [de refuser l'invitation à déjeuner d'un cheikh] »⁶¹.

Cheikh Mohsen, lui, a préféré, s'installer dans la ville satellite du 6 Octobre, construite au début des années 1980 et située à une trentaine de kilomètres du centre-ville du Caire. Depuis 2016, il habite avec sa femme et son plus jeune fils une grande villa au sein d'un quartier résidentiel ultrasécurisé (*compound*) où vit une population très aisée. Ce choix marque une forte distinction sociale et instaure une distance physique avec les espaces de sociabilité d'une grande partie de la communauté yéménite qui se structurent davantage dans le centre-ville ou à Dokki. Si sa maison témoigne d'un statut social privilégié, il reste discret sur son identité tribale. En arrivant dans le *compound*, je demande aux gardiens armés qui se tiennent devant l'entrée où se trouve « la maison du cheikh Mohsen ». Ils me regardent, dubitatifs. Un gardien faisant sa ronde (et qui dit ne connaître aucun cheikh) m'indique finalement « la maison de Madame Hela et Mohsen ». Deux heures plus tard, Mohsen me raccompagne à la fin de l'entretien et sort faire un tour dans la résidence. Il est 23 heures, nous sommes en plein mois de Ramadan. Tee-shirt, short, *runnings* et bandeau au poignet, il me lance en plaisantant : « Voilà, là, je fais le cheikh ! Qu'est-ce que tu en penses ? ». Un peu plus tôt, je lui avais demandé ce que cela signifiait aujourd'hui pour lui d'être cheikh. Il s'était alors exclamé, devant sa femme qui nous tenait compagnie (et exprimait régulièrement son désaccord avec son mari) : « En Égypte, je suis le cheikh de ma femme et de mes enfants ! [*rires*] (...) Non, je suis un citoyen yéménite ici. Mais je reste en lien avec les gens, je leur parle sans arrêt. J'ai une quinzaine d'appels par jour pour essayer d'aider les gens »⁶². Si ses relations avec la communauté yéménite au Caire paraissent réduites, ou du moins peu visibles du fait de la distance tant physique que sociale qu'il maintient avec ses compatriotes, cheikh Mohsen continue d'assumer son travail d'intermédiation auprès des siens, au Yémen, et auprès de la communauté internationale.

Réinventer ses charmes à distance, lutter pour la reconnaissance

Au Caire, cheikh Sameh et cheikh Mohsen consacrent une grande partie de leur temps à négocier, régler des disputes et offrir leur soutien politique ou financier. Ils continuent ainsi d'exercer leur fonction d'intermédiaire. Si le premier surjoue la référence tribale, le second cherche au contraire à en euphémiser les expressions. Toutefois, ils luttent tous deux pour la reconnaissance internationale et s'efforcent de construire au Caire un espace de réintégration et de reclassement politique et social à distance⁶³. Le capital social tribal apparaît central dans ces stratégies et éclaire la capacité différenciée des acteurs à survivre politiquement à la guerre civile.

Maintenir et donner à voir les liens avec les siens

Sameh développe de manière exponentielle les sociabilités que recouvre et permet son titre de cheikh : il multiplie les actes de générosité et les mondanités, et, contrairement à ce qu'il faisait à Sanaa, il les médiatise. Alors que les institutions yéménites se sont effondrées, que les affiliations et les alliances politiques vacillent et se renversent continuellement, le répertoire tribal s'ajuste, sans perdre pour autant son efficacité symbolique. Il permet à Sameh de maintenir à distance ses liens avec l'« intérieur » (le pays) et de démontrer à tous sa capacité à « faire » et à « servir ». Il affirme notamment que s'il perçoit encore ses indemnités de député, plusieurs milliers de dollars par mois, il donne largement plus que cette somme et

⁶¹ Discussion informelle, Le Caire, mai 2019.

⁶² Observation et entretien, Le Caire, mai 2019.

⁶³ Stéphane Dufoix, « Les légitimations politiques de l'exil », *Genèses*, 34, 1999, p. 77.

puise dans les revenus de ses terres et de l'industrie agroalimentaire familiale qui demeurent stables malgré la guerre⁶⁴ : « Mon travail de cheikh, ça s'est développé du fait des besoins des gens pendant la guerre. (...) J'aide tout le monde, tu sais. (...) Ici, au Caire, mais aussi par téléphone, des gens d'autres régions, Dhamar, Ibb. (...) Pendant le mois de Ramadan, je collecte de l'argent auprès des commerçants pour les pauvres et les nécessiteux. Je suis les dossiers des malades et je les aide pour leurs soins. Je m'intéresse aussi à leurs problèmes et affaires et je soutiens les invalides et ceux qui ne peuvent plus travailler. Je suis fier de cet aspect de mon activité. Et je donne de ma poche, je donne beaucoup pour ça. J'aide les étudiants, pour l'obtention d'une bourse ou en leur donnant un soutien financier. Ces actions, je ressens de la joie quand je les fais. (...) Les gens viennent me voir pour me demander de résoudre un problème. Je facilite quelques affaires par téléphone... ». Il est interrompu par son fils qui lui passe le combiné. Il se présente, salue son interlocuteur, et explique l'affaire : un jeune homme de sa région a été tué dans le gouvernorat de Shabwa ; il vient aux nouvelles, souhaite savoir où se trouve le criminel, où en est la procédure judiciaire. Mauvais interlocuteur, c'est le directeur de la sécurité de Shabwa qu'il a au bout du fil. Il le salue et s'excuse, puis réprimande son fils. Quelques minutes plus tard, c'est le procureur qui décroche et qui lui promet de le tenir informé le plus rapidement possible. Tout cela se passe dans son salon devant une quinzaine d'invités. Cheikh Sameh prouve ainsi son statut social privilégié et démontre l'importance de son activité et sa centralité politique, alors même qu'il se trouve, de fait, à l'écart, tant du Yémen que du centre politique du gouvernement Hadi à Riyad. Dans son salon, il a troqué les traditionnelles assises « arabes » pour des fauteuils individuels et des bancs rococo très prisés en Égypte. Ces derniers sont disposés le long du mur, face à l'entrée et sur les côtés. Le fauteuil le plus proche de la porte, qui est aussi le plus imposant en taille et en dorures, est celui du cheikh. À côté, une table basse avec un téléphone fixe, un carnet et un stylo. Ses fils occupent un petit bureau surmonté d'un grand écran dans un recoin du salon qui fait office de « département des médias » et des « relations extérieures », disent-ils avec un sens aigu de la dérision. Ils s'y répartissent les tâches : poster des déclarations sur le compte Facebook officiel de leur père, envoyer les messages WhatsApp avec ses différents numéros, prendre les demandes et les doléances, chercher les informations et contacts nécessaires pour que Sameh puisse y répondre. Ils commentent les déjeuners et rencontres qui se tiennent dans l'appartement et les médiatisent sur les réseaux sociaux. Le 17 avril 2019, à la suite d'une rencontre et d'un déjeuner avec un ambassadeur européen auxquels je suis conviée, les garçons postent sur le compte Facebook une photo accompagnée d'une longue légende où sont détaillés les sujets abordés et les personnes présentes : « Cheikh Sameh a tenu au Caire une réunion avec l'ambassadeur (...) et a évoqué les derniers développements qui ont marqué la scène yéménite, les opportunités de paix et les préparatifs des prochaines consultations avec l'Envoyé spécial des Nations unies au Yémen. (...) La situation du CPG et sa nécessaire unification a été également discutée. Les participants ont informé l'ambassadeur de la situation générale dans leur pays (...) »⁶⁵.

Depuis son salon, cheikh Sameh fait donc exister le parti et entretient la continuité de son action politique⁶⁶. Il revendique l'héritage du défunt Président et cherche à réunifier les factions éclatées par la guerre. À force de vidéos amateurs, de publications Facebook et de rencontres avec les diplomates occidentaux présents au Caire, il met en forme son capital politique et redevient un interlocuteur et un intermédiaire incontournable pour les acteurs

⁶⁴ Observation et entretien, Le Caire, mai 2019, ainsi que pour les extraits qui suivent.

⁶⁵ Trace numérique, profil Facebook de cheikh Sameh, 17 avril 2019.

⁶⁶ Je suis un élément de cette mise en scène et y participe en me rendant régulièrement à son domicile. Cheikh Sameh rappelle souvent à ses convives qu'il me connaît depuis plus de dix ans, que j'ai assisté aux travaux du congrès du parti en 2009, et il me réserve toujours une place à ses côtés.

transnationaux du *statebuilding* et de la résolution de conflit. Certes, son capital social tribal pourrait paraître désajusté par rapport aux réalités égyptiennes et contredire ses efforts d'ouverture vis-à-vis de la communauté internationale. Pourtant, revêtir le rôle de cheikh depuis l'exil lui permet non seulement de normaliser des pratiques de redistribution clientéliste mais aussi de justifier sa position d'intermédiaire entre les membres du CPG qui ont rallié le Président Hadi et ceux qui sont restés loyaux à Saleh. Connue et reconnue au-delà des divisions partisans comme un « bon » cheikh et dirigeant politique, sur lequel on peut compter et avec lequel on peut discuter, Sameh est élu en avril 2019 président du Parlement yéménite, lors d'une session extraordinaire organisée à Seyoun, au Yémen. Il rejoint alors Riyad et le Président Hadi, malgré les inimités personnelles et les fractures politiques qui avaient jusque-là empêché sa pleine réintégration au gouvernement dit « légitime ». Il garde cependant son appartement au Caire, qui reste sa résidence principale et où il continue d'organiser des rencontres politiques.

Un cheikh dans les arènes transnationales du peacebuilding

Cheikh Mohsen mobilise peu le répertoire tribal auprès de la communauté yéménite en exil, mais il en met à profit les ressources dans les arènes transnationales du *peacebuilding*, où le capital social tribal est valorisé. L'enlisement du conflit armé a poussé les *think tanks*, les organisations internationales et les experts de la médiation à multiplier les initiatives visant à étudier et à mobiliser les « acteurs locaux », notamment les tribus⁶⁷. Cet intérêt renouvelé pour les dynamiques tribales a permis à Mohsen d'accumuler de nouvelles ressources politiques et sociales, et d'envisager à moyen terme de retrouver une place dans le Yémen post-conflit. Le fait qu'il soit un politicien reconnu à l'étranger, surdiplômé et parfaitement anglophone favorise cette projection vers l'espace transnational dans lequel se déploient une grande partie des activités politiques yéménites depuis le début de la guerre.

En maintenant des liens avec l'ensemble des parties au conflit, Mohsen entretient sa figure d'indépendant : « Moi je ne suis ni avec l'un ni avec l'autre. (...) J'ai de bons rapports avec les Houthis et avec la "légitimité" [Hadi]. (...) Je maintiens des canaux de communication avec les différents groupes ». Il explique avoir tenté plusieurs médiations avec les Houthis, à la manière dont il avait défendu le dialogue en 1994, avant de négocier son départ du Yémen en 2016, plus d'un an après le début de la guerre. Il s'était alors engagé à rester discret et à ne pas rejoindre le camp ennemi du gouvernement exilé à Riyad. S'il n'apparaît plus dans les médias, alors qu'il y était très présent entre 2009 et 2014, il continue en réalité d'exercer une activité politique importante à l'international, auprès des organisations ainsi que des chancelleries étrangères dont il rencontre régulièrement les représentants au Caire. Membre depuis 2018 du Comité consultatif auprès de l'Envoyé spécial des Nations unies pour le Yémen, organe composé d'une vingtaine de membres (élus et dirigeants de partis, « personnalités » sociales reconnues...), il présente cette mission comme bénévole et relevant de sa responsabilité personnelle : « Je suis engagé dans le processus de paix parce que j'ai un sentiment de responsabilité. Je ne suis pas payé. On me paye mon billet d'avion et mon hébergement c'est tout, mais je ne suis redevable à personne. Ce que je fais, c'est bénévole. (...) Moi j'ai toujours été comme ça, et ce n'est pas parce que je suis cheikh. Je dis "non, ça ne m'intéresse pas !" J'ai une responsabilité. Je ne vais pas aller à une réunion si je pense que

⁶⁷ Voir, par exemple, l'appel d'offre du *think tank* néerlandais CARPO, « The Role of Civil Society in Peacebuilding in Yemen », 2018 ; le programme du Sana'a Center for Strategic Studies, « Strategic Local Peacebuilding in Yemen: Building Peace from the Ground Up », 2018-2019 ; ou encore le travail de Peter Salisbury, « Yemen. National Chaos, Local Order », Chatham House Research Paper, 2017.

celle-ci est inutile. (...) Je lui dis [à l'Envoyé spécial] ce que je pense, que je ne suis pas d'accord... (...) Je dis ça aux autres aussi, aux Saoudiens, aux Américains, aux Européens... ».

Insistant sur son désintérêt profond pour les luttes de pouvoir au sein de l'ancien parti-État, qu'il considère comme une formation défailante et inutile, cheikh Mohsen adopte une posture distante et surplombante. Il met en avant son engagement personnel pour mettre fin au conflit armé, et balaie d'un revers de la main les questions partisans : « Ce n'est pas le moment ! Les Yéménites n'en ont rien à faire des partis. Il faut régler les problèmes des gens d'abord ». Malgré sa distance physique, il explique être en communication constante avec « les gens » au Yémen, et continue de gérer nombre d'affaires « grâce à WhatsApp », comme beaucoup d'autres cheikhs, députés ou/et hommes d'affaires. Il continue par ailleurs d'entretenir son capital social et de rencontrer ses homologues, par exemple des cheikhs des hauts plateaux qui résident comme lui dans la ville du 6 Octobre. Il insiste également sur le fait que son activité a changé depuis le début de la guerre et son départ du Yémen : « Aujourd'hui mon activité c'est 75 % vis-à-vis de l'extérieur et 25 % vis-à-vis de l'intérieur, alors qu'en 2011 c'était l'inverse ». Il sort peu de son quartier résidentiel ultrasécurisé, ne participe pas aux quelques événements publics organisés en lien avec l'ambassade (ouverture d'une école yéménite, célébration de l'anniversaire de l'unité), et insiste pour que ses interlocuteurs se déplacent jusqu'à la ville du 6 Octobre, ce qui renforce sa distance sociale tout en montrant qu'il est toujours reconnu comme une figure politique et sociale importante. Mohsen n'apparaît pas en marge des transactions qui se déploient dans l'espace politique transnational du Yémen en guerre. Du fait de sa position de consultant et de son expérience de médiateur, il semble au contraire assuré de son avenir politique. Il affirme qu'il a refusé plusieurs fois un poste de ministre au sein du gouvernement ou « une bonne position à Riyad » : « Ça ne m'intéresse pas. Je suis d'accord si c'est pour participer à un gouvernement de partenariat national [qui rassemblerait l'ensemble des forces politiques, notamment les Houthis et les séparatistes sudistes, avec lesquels il entretient des liens] ». Le maintien de cette position et de cette indépendance est indissociable des ressources économiques et du capital politique et social accumulés par le cheikh. D'ailleurs, s'il affirme à plusieurs reprises que ses positions et prises de position n'ont rien à voir avec le fait d'être cheikh, il continue de parler en son « nom propre » (ce qui signifie bien que son nom a une importance indéniable) et de mobiliser son titre ainsi que son expertise des structures et des dynamiques tribales. Partisan du dialogue, de la médiation et de la conciliation entre l'ensemble des parties en conflit, Mohsen est apprécié des acteurs internationaux du *peacebuilding*. Il maîtrise leur langage et leurs codes, et son engagement en faveur de la diplomatie de la paix tranche avec l'intransigeance et les positions maximalistes d'une partie de leurs interlocuteurs yéménites, avec lesquels Mohsen se trouve en concurrence et dont il réussit ainsi à se distinguer.

Les trajectoires de cheikh Mohsen et cheikh Sameh permettent de saisir la façon dont certains acteurs mobilisent le référent tribal pour construire et défendre leur place au sein de la classe dirigeante yéménite. En temps de guerre civile et d'exil, le répertoire tribal continue de donner du sens aux activités politiques et sociales ordinaires de dirigeants qui se trouvent détachés de leurs institutions et de leur territoire de référence. Les pratiques des cheikhs

d'État s'adaptent à de nouvelles contraintes et à de nouveaux espaces, sans pour autant perdre leur fonctionnalité. Elles se redéplacent de manière dynamique et permettent à des élites de survivre politiquement à distance. Ces deux cheikhs constituent des cas particulièrement intéressants non seulement en raison de leurs contrastes sociologiques forts, mais aussi parce qu'ils bousculent bien des idées reçues. Celui qui est dépositaire du plus important capital social tribal, lié à son héritage et son patrilignage, apparaît pourtant le moins investi dans l'entretien de son identité distinctive. Installé loin du centre-ville où se concentrent principalement les communautés yéménites, cheikh Mohsen a adopté un mode de vie qui le rapproche des bourgeoisies citadines cosmopolites et internationalisées. Il sous-joue la partition de cheikh tribal. Cheikh Sameh, qui ne peut prétendre avec autant d'assurance à ce marqueur social qu'il a lui-même très largement construit en intégrant les réseaux du parti-État, surinvestit au contraire le rôle de cheikh depuis l'exil, comme si c'était désormais son principal moyen de poursuivre et de légitimer son activité politique et sociale.

Comment les élites politiques parviennent-elles à s'adapter à un changement de régime et à une situation de guerre civile ? En décrivant les stratégies de ces deux cheikhs d'État face au renversement d'Ali Abdallah Saleh en 2011 puis au déclenchement de la guerre civile en 2014-2015, j'analyse leur capacité de reproduction et/ou de reconversion⁶⁸. Je souligne l'importante convertibilité du capital social tribal et plus généralement la plasticité d'un référent tribal sans cesse réinventé. Aussi étonnant que cela puisse paraître, celui-ci voyage et s'adapte à l'espace transnational dans lequel se recompose aujourd'hui le jeu politique yéménite. Il y est même valorisé, alors que d'autres ressources, notamment partisans, semblent être discréditées. Enfin, ces trajectoires révèlent que la tribu n'est pas une référence exclusive d'autres modes de présentation de soi, d'autres capitaux et répertoires, et qu'elle est loin de se construire en opposition à l'État. S'ils endossent le rôle de cheikh, Sameh et Mohsen endossent également celui d'« hommes d'État », en défendent les institutions et en espèrent la « restauration ». Ils incarnent à distance, de manière différenciée, la continuité et la matérialité d'un ordre et d'une raison d'État, invisibilisés par le conflit armé et les polarisations idéologiques, sectaires et régionales. À la tentation de réduire les acteurs à des identités uniques et figées s'oppose ici la mise en valeur de leur multipositionnalité. C'est bien la combinaison de ressources tribales, politiques, économiques et sociales qui, dans la situation actuelle, oriente les stratégies de survie et l'invention de nouvelles « routines de navigation »⁶⁹. Certes, rien ne permet d'affirmer que le capital tribal continuera d'être une ressource clé pour ces acteurs, tant il est vrai que la valeur des ressources est susceptible d'évoluer avec la situation. Néanmoins, pour le moment, c'est en grand partie grâce à leurs charmes de cheikhs que Sameh et Mohsen réussissent à se maintenir dans le jeu⁷⁰.

⁶⁸ Sur des questionnements similaires dans d'autres contextes, voir Nadège Ragaru, « En quête de notabilité. Vivre et survivre en politique dans la Bulgarie post-communiste », *Politix*, 67 (3), 2004, p. 71-99 ; Monique de Saint-Martin, « Reconversions et reproduction, des stratégies ouvertes (propos recueillis par Claude Poliak et Louis Weber) », *Savoir/Agir*, 19, 2012, p. 69-80.

⁶⁹ Laurent Gayer, « La "normalité de l'anormal" : recomposer le quotidien en situation de guerre civile », *Critique internationale*, 80, 2018, p. 181-190.

⁷⁰ Je remercie Marie Vannetzel, Sahar Saeidnia et Layla Baamara qui ont très généreusement accompagné et nourri ces réflexions, les évaluateurs et relecteurs de *Critique internationale* pour leurs discussions critiques, et Florence Troin qui a conçu et réalisé les cartes.